

<https://lepcf.fr/Congres-du-PCF-jouer-le-jeu-et-ensemble-recreer-le-parti-communiste-dont-nous>



Congrès du PCF : jouer le jeu et ensemble recréer le parti communiste dont nous avons besoin, stratégie et organisation



Date de mise en ligne : lundi 18 décembre 2017

- S'organiser - Vie du parti -

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Le PCF a un passé, et nous avons tous raison d'en être fiers, mais est-ce qu'il a un avenir ? Est-ce qu'il a toujours pour objectif la création d'une autre société de justice et de paix, à contrario du capitalisme ? Qui est capable de répondre à cette question ? C'est sans doute là l'essentiel de notre problème.

La stratégie du « *Socialisme aux couleurs de la France* » est-elle toujours valide ?

Est-ce que la stratégie adoptée dans les années soixante-dix par le PCF et qui reste la seule stratégie à ce jour, même si nous sommes ballottés depuis 1996 en gros, de tactiques électorales en tactiques électorales, cette stratégie essentielle pour un parti communiste, celle qui définit un but et des moyens, a-t-elle encore une validité quelconque ?

Je rappelle que nous avons choisi une stratégie vers un socialisme « *aux couleurs de la France* » de rassemblement, articulant luttes et élections (celles-ci à cause de la Constitution et des élections majoritaires étaient marquées par la nécessité de l'Union de la gauche). Il y avait néanmoins des objectifs de transformation, nationalisations, dénonciation de l'Europe, démocratie y compris sous des formes participatives nouvelles et une conception du parti appropriée, liée à l'entreprise et au monde du travail et aux couches populaires y compris dans les quartiers.

Ce qui rendait valide cette possibilité d'union de la gauche électorale « *au sommet* », c'était le rapport de forces que nous étions capables de créer à la base pour imposer des choix politiques allant dans le sens du progrès et du socialisme.

Cette stratégie s'est heurtée dans les faits d'abord, au déséquilibre en notre défaveur au sein de l'union de la Gauche et à l'hégémonie du PS. Celui-ci a de plus en plus adopté la politique de la droite. Mais à partir des années quatre-vingt-dix, il y a eu face à cet échec, comme face à l'effondrement de l'URSS, sous couvert d'adaptation à la société, une destruction du PCF dans sa capacité militante. Ce qui a abouti au renforcement de l'hégémonie d'un PS dont nous sommes devenus l'appendice. Et le désaveu de celui-ci ne pouvait que nous entraîner dans sa chute, c'était une tendance ; est-ce que nous nous sommes donnés les moyens d'y résister ?

Résister est une attitude, des choix, l'exemple du peuple cubain est là pour l'illustrer.

Parler d'adaptation à la réalité était-il bien l'objectif à se donner alors que dès 1995, la France était un des rares pays dans le monde à manifester cette capacité de résistance à la destruction des services publics. N'avons-nous pas sous-estimé et ne sous-estimons pas encore aujourd'hui notre peuple ?

Les luttes sont nombreuses, nous avons connu l'an dernier une lutte exemplaire dans sa ténacité autour du code travail, mais elle s'est heurtée à l'absence de perspective politique, non seulement parce que Macron a été élu pour appliquer ce que nous refusions, mais parce que l'alternative s'efface, et le désintéret s'accroît.

Donc par rapport à notre question initiale, c'est bien toute cette stratégie qui est remise en cause, et revendiquer d'une manière incantatoire « *le rassemblement* » ou même « *un parti communiste fort* » ne définit en rien les moyens de la mettre en oeuvre, tant ont été accumulées les conditions défavorables.

La « *mutation* » nous a coupés de ce parti, a accentué notre dépendance électorale, sauver nos élus est devenu le maître mot coïncidant avec notre effacement sur la scène nationale. Et avec le parti tout un tissu d'association et même syndical s'est divisé, affaibli, parce que disparaissait la perspective au fur et à mesure que s'approfondissait la

crise. Est-il possible et à quel prix, de concrètement recréer les conditions d'un nouvel ancrage dans ce monde du travail de plus en plus soumis au management et à la désyndicalisation ? Quelles priorités et avec quels moyens ?

Un pallier a été franchi avec notre effacement de l'élection présidentielle, cette élection, qui est l'aspect le plus caricatural de l'absence de démocratie puisqu'elle subordonne la question du pouvoir à un homme, a été créée pour nous affaiblir. Mais dans la mesure où elle pose la question du pouvoir d'État et la capacité à l'exercer, s'y soustraire, c'est y renoncer pour un parti comme le nôtre, c'est dire que ce que nous représentons est illusoire et que voter pour nous n'a aucun sens. C'est aller dans le sens de notre effacement et nous aurons beaucoup de mal à sortir de cette tactique suicidaire.

Le parti dans son immense majorité veut rester communiste.

Au point où nous avons été conduits par les dernières directions qui se succèdent à elles-mêmes, il est clair que ceux qui nous dirigent ne croient plus dans un parti communiste et ne voient de salut pour « *sauver les meubles* » à tous les sens du terme (leurs postes d'élus et même l'exploitation commerciale du colonel Fabien) que dans un retour au congrès de Tours. Ils sont, sur ce plan, entrés en rivalité avec Mélenchon, d'où l'âpreté des combats de personnes. Alors que le véritable reproche que l'on peut adresser à Mélenchon est que, comme son maître à penser Mitterrand, il veut en finir avec le PCF. Reproche très grave, non seulement de notre part nous communistes, mais concernant alors ses objectifs, puisqu'il signifie immanquablement un renoncement à ce qu'il promet.

L'obstination que mettent les directions à reposer la question du nom du PCF, est la preuve de l'abandon de ce qui fonde le parti. Cette obstination n'a d'égale que celle que Pierre Laurent met à stigmatiser notre passé, en englobant toute l'histoire du communisme dans une vague référence aux crimes de Staline, et à l'échec des pays socialistes, en occultant complètement le rôle joué par ces expériences sur la victoire contre le nazisme et les acquis sociaux, comme l'essor des mouvements de libération nationale. Nous ne savons que peu de choses sur nos contacts internationaux.

Il est pourtant évident que si l'on abandonne le titre de parti communiste, c'est la fin programmée, entérinée. Il est tout aussi évident que la manière dont la direction du PCF stigmatise injustement notre passé fait partie de ce bradage en douceur. La seule solution au contraire si les communistes conservent leur parti est d'en assumer le passé, tout le passé, au lieu de donner aliment aux pires interprétations anticommunistes.

Quand on ne croit plus à un parti au point d'en arriver là, il est évident que la stratégie n'a pas besoin d'être définie et il serait utile qu'il y ait sur cette question essentielle, un débat de fond avec ceux qui postulent aux responsabilités sans procès d'intention, mais dans la clarté.

Pourtant tout confirme que la quasi totalité des membres du PCF ne veut pas la fin du parti communiste, même si les militants ont de plus en plus de mal à s'approprier une politique devenue floue, au point que quand on pose la moindre question, chacun se met à fouiller dans des brochures, les relit en s'interrogeant sur leur contenu réel. Il y a eu beaucoup de réflexions, de travail, mais il en reste peu de traces utilisables dans la pratique militante, du moins en ce qui concerne le fond, à savoir la société que nous voulons et comment nous comptons en finir avec le capitalisme. Si nous en sommes là, imaginons où en sont nos électeurs, nos sympathisants ?

Donc la question de la stratégie a besoin d'être pensée non seulement en fonction des évolutions de la société françaises, des multiples expériences de luttes menées dans ce contexte national, mais également dans un contexte international, parce que partout dans le monde on assiste à des phénomènes semblables. La question d'un parti communiste se pose avec une urgence renouvelée, à la fois face aux conséquences de l'affaiblissement des partis et l'arrogance de ce fait d'un capital qui se croit tout permis. Mais surtout la preuve est là qu'à ce jour il n'y a eu

aucune expérience révolutionnaire sans un parti communiste. Aucune expérience réellement transformatrice sans un parti de ce type.

Nous ne partons pas simplement de l'échec.

Non seulement parce que la Chine, deuxième puissance du monde, revendique sa propre sortie du sous-développement et son projet dans cette perspective de paix et de développement. Elle le fait en affirmant sa filiation avec la révolution d'Octobre autant que la capacité d'un parti communiste chargé de mener à bien cette stratégie nationale et de « *sauver la Chine* ». Le parti communiste chinois propose une nouvelle mondialisation, dans laquelle chaque réflexion nationale, des partis communistes, des forces progressistes a toute sa place. C'est même la seule attitude optimiste face à la révolution scientifique et technique et la mondialisation. En liaison avec ce phénomène et celui d'autres pays comme Cuba et le Viet Nam, partout on assiste à la résurrection des partis communistes. Cette résurrection prend l'allure d'une multiplication de laboratoires d'expérimentation et de réflexion en liaison avec une intervention renouvelée. La question des partis communistes en Europe devrait en particulier nous préoccuper. Avant de penser à une nouvelle union de la gauche dans le cadre du PGE avec des listes regroupant n'importe qui, il faut aller à la rencontre de ces expérimentations.

La plupart de ces réflexions tendent à subordonner la pratique électorale à une activité militante auprès des victimes du capital, le constat étant le même partout, le désaveu de ces élections, la montée de l'abstention et la nécessité d'une activité auprès des masses. La plupart des mouvements qui comme la France Insoumise, Podemos ou Syriza, se sont constitués durant la dernière période, s'avèrent d'abord des appareils électoraux et connaissent une stagnation après une brève flambée et une incapacité à présenter une véritable alternative. Quand il ne s'agit pas d'une véritable trahison comme celle de Tsipras en Grèce.

Il ne s'agit pas de s'opposer, d'accentuer les divisions, mais au contraire de s'interroger sur les conditions d'une nouvelle unité, avec le rôle spécifique du parti communiste qui constitue un point d'ancrage sans lequel la dérive populiste ou vers la droite est prévisible.

Il faut bien réfléchir dans ces conditions à ce que nous voulons de ce congrès. La mauvaise méthode serait, mais il s'agit là encore de propositions, de ne pas mesurer l'unité réelle du parti sur, non seulement la conservation du nom, mais encore celle d'un parti révolutionnaire, la nécessité d'une stratégie correspondant à cette vocation et la volonté d'assumer toute notre histoire de PCF, mais aussi du mouvement communiste international. La majorité du PCF est d'accord sur ce questionnement et sur ces choix, il est absurde de se constituer en minorité et donc je propose que nous participions partout aux débats du congrès sans esprit minoritaire, mais en l'enrichissant de nos propositions pour aboutir à une base commune.

Un autre écueil à éviter est celui de sous-estimer notre potentiel, c'est le principal reproche fait ici à nos directions. Donc ce reproche n'a de sens que si nous sommes tous capables d'agir ensemble pour « *sauver ce parti* » et d'envisager le congrès non comme l'occasion de divisions mais de réapprendre à agir et mobiliser. C'est pourquoi je suis d'accord avec l'idée de préparer un congrès dans l'action et un travail sur le terrain. Enfin il s'agit d'éviter les leurres, comme au dernier congrès où nous nous sommes perdus dans les primaires à gauche, les caprices de Mélenchon et ceux des refondateurs. Il n'est pas question pour le secrétariat d'anticiper sur le congrès en proposant un contenu des listes européennes, soit une alliance de gauche avec Mélenchon ou Hamon, soit en mélangeant les nations dans le PGE. C'est au congrès d'en décider après un débat sur le fond et la stratégie. La situation est trop grave pour que nous acceptions un dévoiement de notre démocratie.

Cela supposerait des conditions démocratiques renouvelées, en particulier par rapport à l'Humanité, mais nous sommes dans une phase de transition : soit le parti communiste disparaît, soit il reste le parti communiste agissant pour une autre société de justice et de paix, affrontant le capital partout, et cela dépend de la capacité de tous ses

militants à s'impliquer dans ses orientations. Il est temps puisqu'il reste une année pour chacun de reprendre sa place au sein de ce parti.

Danielle Bleitrach